

Intervention de SE M. Bernard Kouchner  
Au Conseil ministériel d'Athènes  
1<sup>er</sup> décembre 2009

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire général,  
Monsieur le Président de l'assemblée parlementaire,  
Mesdames et Messieurs les Ministres, chers amis,

Laissez-moi tout d'abord féliciter la Grèce pour l'ensemble de son bilan de son année de présidence de l'OSCE et la remercier de nous accueillir si chaleureusement ici, à Athènes, pour ce 17<sup>ème</sup> conseil ministériel.

Il y a vingt ans, la chute du mur de Berlin nous a permis de rêver à une Europe enfin réconciliée avec elle-même. Les bouleversements intervenus sur l'ensemble du continent sont en effet considérables : l'Union européenne s'est élargie, la paix a progressé dans les Balkans, certains ennemis d'hier se parlent enfin.

Mais depuis dix ans, l'espoir d'un continent en paix avec lui-même s'est heurté à la réalité de nouveaux clivages. Nous n'avons pas su prévenir la crise géorgienne de l'été 2008 parce que nos instruments de sécurité collective ont perdu de leur valeur fondatrice et de leur efficacité. Nos outils de maîtrise des armements ne sont plus appliqués ; les droits de l'Homme sont encore bafoués en maints endroits; le conflit n'est en rien réglé en Géorgie, où nous avons dû nous résoudre à fermer en juin dernier - c'est un bien triste symbole... - la mission de l'OSCE.

Notre Organisation doit donc se ressaisir. Et je rends hommage à la présidence grecque qui, à Corfou, en a pris l'initiative. Je crois profondément qu'un dialogue dans le cadre de l'OSCE, associant autant que nécessaire les autres organisations qui travaillent à la sécurité en Europe, permettra de restaurer la confiance. Mais il est essentiel de choisir nos priorités et de viser à des résultats concrets.

C'est pourquoi je vous propose, rapidement, quatre orientations :

Je viens de recevoir de la part de nos amis russes un document que nous aurons loisir d'examiner plus en détail mais en le parcourant très vite ce document ne porte que sur une des quatre propositions que je vais évoquer. Certains pays attachent une grande importance au processus de Corfou. La France a été la première à réagir lorsque le Président Medvedev a proposé une initiative sur le dialogue de sécurité en Europe. C'est dans cet esprit que je vous présente rapidement quatre propositions, dans la ligne de Corfou.

- prévention et le règlement des conflits, parce que – je l'ai dit – nos mécanismes de prévention ont failli, au moins dans le cas de la Géorgie en 2008. Il est donc urgent de les moderniser et d'intensifier nos efforts pour résoudre les conflits anciens dits gelés ;

- maîtrise des armements conventionnels, parce que nous devons préserver l'acquis de ces années d'efforts accomplis ensemble pour que nos armées cessent de se préparer à l'affrontement. Les visites des bases militaires, le survol des territoires, les échanges d'informations sont plus que jamais indispensables. C'est pourquoi il nous faut trouver, au niveau politique, c'est-à-dire à notre niveau, les moyens de sortir du blocage actuel ;

- les droits de l'Homme. J'ai souvent prononcé ces mots dans ma vie. Ce ne sont pas que des mots. Ce sont des réalités humaines, il faut prendre en compte les hommes un par un et quand je dis les hommes, je parle des hommes et des femmes sur un plan d'égalité. Parce qu'il faut réaffirmer l'héritage de l'Acte final d'Helsinki, parlons des droits de l'Homme et redonnons leur la place et la visibilité qu'ils méritent dans nos débats. Je sais que tout le monde n'a pas la même conception des droits de l'Homme mais c'est ce qui fait toute la nécessité du débat. Chaque année, nous devons pouvoir tirer le bilan des progrès accomplis et des difficultés qui persistent ;

- enfin, les « nouvelles menaces », qui mettent en cause la stabilité de notre continent. L'OSCE doit renforcer sa contribution à la lutte contre la criminalité organisée, la traite des êtres humains et les trafics d'armes.

Monsieur le Président,

Je crois profondément en la nécessité de porter le processus que nous avons engagé au plus haut niveau politique. Parce que les problèmes de sécurité demeurent, parce que notre organisation peine à trouver les solutions, il me paraît décisif, comme le Kazakhstan l'a proposé, que les chefs d'Etat et de gouvernement puissent se réunir afin de porter nos engagements, dix ans après le Sommet d'Istanbul, 20 ans après l'adoption de la charte de Paris, 35 ans après la signature de l'acte final d'Helsinki.

Une telle échéance nous encourage collectivement à rechercher une solution aux difficultés auxquelles se heurte le contrôle des armements conventionnels en Europe, voire au règlement de certains conflits tels celui du Haut-Karabakh ou de la Transnistrie, pour lesquels les bases d'un accord sont disponibles.

Sur le Haut-Karabakh, les négociations ont connu des progrès significatifs, grâce aux efforts du Groupe de Minsk et à l'esprit constructif des Présidents Aliiev et Sarkissian qui se sont rencontrés six fois durant cette année 2009. Ces progrès seront, je l'espère, reflétés ici à Athènes par les travaux du Conseil Ministériel de l'OSCE. L'heure est maintenant aux décisions et j'exhorte les deux Parties à saisir la chance qui leur est offerte et à entériner sans plus tarder les principes de règlement qui leur sont proposés, pour passer enfin à la rédaction du projet de règlement sur une base agréée.

Enfin, vous connaissez l'attachement profond de la France à un règlement politique du conflit en Transnistrie. J'invite donc avec insistance les Parties concernées à reprendre les négociations, sans plus de délais et sans conditions.

L'année 2010 nous offre une opportunité que nous devons saisir. La France est déterminée à y contribuer et soutiendra les efforts du Kazakhstan et de M. Saoudabaev, et soutenant également son idée de Sommet. Je souhaite plein succès à la présidence kazakhstanaise de l'OSCE./.